

Unité Inter-départementale Anjou Maine
Pôle carrières-Matériaux
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 04 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU

54 Avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2022-148_INSP_RAP_JLC_PIGEON GRANULATS L-A - La Louverie.publiable
Code AIOT : 0006302759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU implanté La Louverie 72200 LA FLECHE. L'inspection a été annoncée le 26/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU
- La Louverie 72200 LA FLECHE
- Code AIOT : 0006302759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

C'est une carrière de sables et grave autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00.5343 du 19 décembre 2000 au profit de la société des Carrières du Maine et de la Loire pour une durée de 25 ans (jusqu'en 2025).

Des transferts de l'exploitation ont eu lieu (arrêté préfectoral complémentaire n° 07-6381 du 21 décembre 2007 au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST ; arrêté préfectoral complémentaire n° 2014350-0004 du 19 janvier 2015 au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE.

L'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet de prendre acte du transfert de l'exploitation au profit de la société Pigeon Granulats Loire-Anjou dans son rapport du 19 juillet 2022.

La carrière a une surface de 236 475 m². La production annuelle n'excède pas 120 000 t de matériaux. Elle est en moyenne de 75 000 t/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.2	/	Sans objet
5	Projet de modification	Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 2.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.1	/	Sans objet
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son rapport du 19 juillet 2022 l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet de prendre acte du transfert de l'exploitation au profit de la société Pigeon Granulats Loire-Anjou.

Pigeon Granulats Loire-Anjou compte utiliser les installations de traitement de matériaux présentes sur le site dont l'autorisation d'exploiter sera échu fin 2025. La remise en état engagée par l'exploitant n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation. L'exploitant doit porter à la connaissance de Monsieur le préfet tout projet de modification ou transformation notable de ses installations accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.1
Thème(s) : Autre, remise en état - conditions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard trois mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.
Constats : La remise en état a été réalisée par l'exploitant à l'avancement de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.2
Thème(s) : Autre, Consistance de la remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réaménagement prévu consiste à la création d'un plan d'eau de 19 hectares réservé à l'avifaune et au reboisement d'un secteur remblayé après exploitation de 6 hectares à proximité de La Louverie.
Constats : Des aménagements tels que digues, espace non extraits sont constatés. La surface du plan d'eau réservé à l'avifaune devrait être réduite. La surface à reboiser n'a pas été extraite.
Observations : L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet, avec les éléments d'appréciation nécessaires, tout projet de modification avant sa réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.2
Thème(s) : Autre, Le plan d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il comprendra notamment un îlot qui sera un lieu privilégié au développement naturel sans contrainte pour la faune et la flore aquatiques.
Constats : L'îlot, lieu privilégié au développement naturel sans contrainte pour la faune et la flore aquatiques n'est pas encore créé. Il devrait se situer dans la partie centrale qui n'est pas extraite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 4.4.2
Thème(s) : Autre, Le secteur remblayé et reboisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après remblaiement général, le sol sera nettoyé et débarrassé de tout déchet, puis nivelé régulièrement pour éviter les mouillères. Une couche de stériles suffisamment épaisse sera répandue sur les remblais de décantation. Pour favoriser la qualité pédologique du sol, les surfaces remblayées seront décompactées par « griffage » au moyen d'un boueur équipé d'une défonceuse avant épandage de la terre végétale. Le reboisement consistera à la plantation régulière de résineux qui formeront la base du boisement. Des feuillus seront associés en accord avec les services techniques concernés.
Constats : Les bassins de décantation ne sont pas remis en état. Le reboisement n'est pas réalisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Projet de modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2000, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout projet de modification, extension ou transformation notable de ces installations doit avant réalisation, être porté à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Il a été constaté des modifications de la remise en état, notamment: <ul style="list-style-type: none">- Création de digues en différents points du plan d'eau résiduel,- Absence d'un l'îlot central, De plus, l'exploitant souhaite apporter des modifications concernant les installations de traitement de matériaux qu'il souhaite moderniser dans un premier temps et conserver au delà de la validité de l'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet